

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**
Comité du développement social**Quatrième session**

Bangkok, 28-30 mars 2016

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

**Examen des tendances régionales relatives au passage de l'école
à la vie active****Tendances régionales en matière d'éducation et
d'emploi, notamment les difficultés découlant du
passage de l'école à la vie active****Note du secrétariat***Résumé*

Forte de ses 717 millions de représentants, soit près du quart du total des personnes en âge de travailler en Asie et dans le Pacifique, la population des jeunes constitue en matière de développement un atout précieux pour la région sous tous les aspects, notamment eu égard à la croissance économique et à l'innovation. Étant donné leur adaptabilité et leurs points de vue bien à eux, les jeunes peuvent jouer un rôle moteur pour la prospérité économique et un avenir durable.

Avec l'adoption récente du Programme de développement durable à l'horizon 2030, cette population occupe désormais une place de premier plan, plusieurs objectifs et cibles de développement durable faisant expressément référence aux jeunes. Ce cadre de développement nouveau et universel exige des États membres qu'ils prennent des mesures pour mettre en œuvre les objectifs 4 et 8, ayant pour objet une éducation équitable, inclusive et de qualité, la promotion des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, et l'augmentation du nombre de jeunes disposant de compétences nécessaires à l'accès à un travail décent.

La jeunesse est aussi une période importante pour se forger des valeurs, se fixer des règles de conduite et adopter de bonnes pratiques, ainsi que pour se doter de compétences décisives pour son développement personnel. À la base, il faut que soient disponibles et accessibles:

- Une formation pertinente et de grande qualité
- Un appui pour favoriser l'entrée sur le marché du travail à l'issue de l'école
- Des possibilités d'emplois décents

Le présent document traite des difficultés auxquelles nombre de jeunes sont confrontés lors de la transition de l'école à la vie active et des moyens à mettre en œuvre par les pays pour les aider à surmonter certains de ces obstacles. Il propose par ailleurs une boîte à outils interactive pour les jeunes qui est destinée à motiver et à aider ces derniers ainsi que les responsables politiques en leur offrant un éventail de possibilités d'action et de modules de formation.

* E/ESCAP/CSD(4)/L.1.

Les tendances démographiques régionales actuelles se traduiront par une augmentation du nombre des personnes âgées et une diminution de la population en âge de travailler. Dans ce contexte, il sera important pour bâtir un avenir prospère d'assurer en douceur le passage de l'école vers des emplois décents.

Si le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire et supérieur a considérablement grimpé au cours de la dernière décennie à l'échelle de la région, il y a encore un grand nombre de jeunes qui ne terminent pas leurs études secondaires. L'abandon scolaire est étroitement lié à la pauvreté, preuve de la nécessité d'aider financièrement les familles pauvres en faveur d'une plus grande égalité des chances.

Le décalage croissant entre le bagage transmis aux jeunes par le système éducatif et les besoins du marché du travail les prive, pour beaucoup, d'un travail décent en leur faisant courir un risque élevé d'exclusion sociale.

À l'heure actuelle, environ 11% des jeunes de la région sont sans emploi et, dans certains pays, le taux de chômage des jeunes est jusqu'à dix fois supérieur à celui de la population adulte. Ce constat montre que les jeunes font face à des obstacles disproportionnés en matière d'emploi.

Faute d'accès à des services de protection sociale et d'aide à l'emploi, nombre de jeunes risquent, dans des proportions démesurément élevées, de se retrouver en situation d'emploi précaire et de sous-emploi, condamnant quantité d'entre eux à faire partie des travailleurs pauvres.

Pour permettre aux jeunes de surmonter les défis auxquels ils sont confrontés lors du passage de l'école à la vie active, la formation doit gagner en pertinence et en qualité. Aussi faut-il que les établissements scolaires disposent de ressources suffisantes et soient accessibles à tous les jeunes, sans considération de leur situation socioéconomique et de leur lieu de résidence. Outre le financement, il faut une coordination plus grande entre employeurs et enseignants et un accent plus marqué sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels. L'esprit d'entreprise devrait être également encouragé comme un moyen viable de procurer aux jeunes des emplois supplémentaires et d'offrir à la société la possibilité de profiter du potentiel créatif de cette population. Par ailleurs, les politiques macroéconomiques et de l'emploi, notamment en matière de services publics de l'emploi, doivent être particulièrement bien coordonnées afin que la croissance économique crée davantage d'emplois décents, de préférence dans le secteur vert.

Le Comité du développement social est invité à examiner les questions exposées dans le présent document et à donner au secrétariat des directives sur les activités futures qu'il aura à mener dans le domaine de la jeunesse, en particulier concernant le passage de l'école à la vie active.

Tables des matières

I.	Introduction.....	3
II.	Le passage de l'école à la vie active.....	7
III.	Difficultés des jeunes à l'entrée sur le marché du travail.....	11
	A. Éducation	11
	B. Emploi.....	14
IV.	Moyens d'agir.....	18
	A. Rendre l'éducation et la formation plus pertinentes.....	18
	B. Aider les jeunes à obtenir un emploi productif.....	22
	C. Boîte à outils pour les jeunes.....	24
V.	Conclusions	25
VI.	Questions à examiner par le Comité.....	26

I. Introduction

1. En 2014, la région de l'Asie et du Pacifique comptait 717 millions de jeunes, soit une part non négligeable de la population totale (17 %) ou 24 % de la population en âge de travailler¹. Mesurant l'importance de la pleine intégration dans la vie active de ce groupe important de personnes productives, adaptables et dynamiques, le Programme de développement à l'horizon 2030 fait à plusieurs reprises explicitement référence aux besoins et aux droits des jeunes. Dans le cadre de ce programme de transformation, ces derniers peuvent être les agents du changement, s'ils y contribuent activement, de façon égale et jusqu'au stade de la réalisation, et s'ils disposent de ressources adéquates et des moyens leur permettant de développer tout leur potentiel.

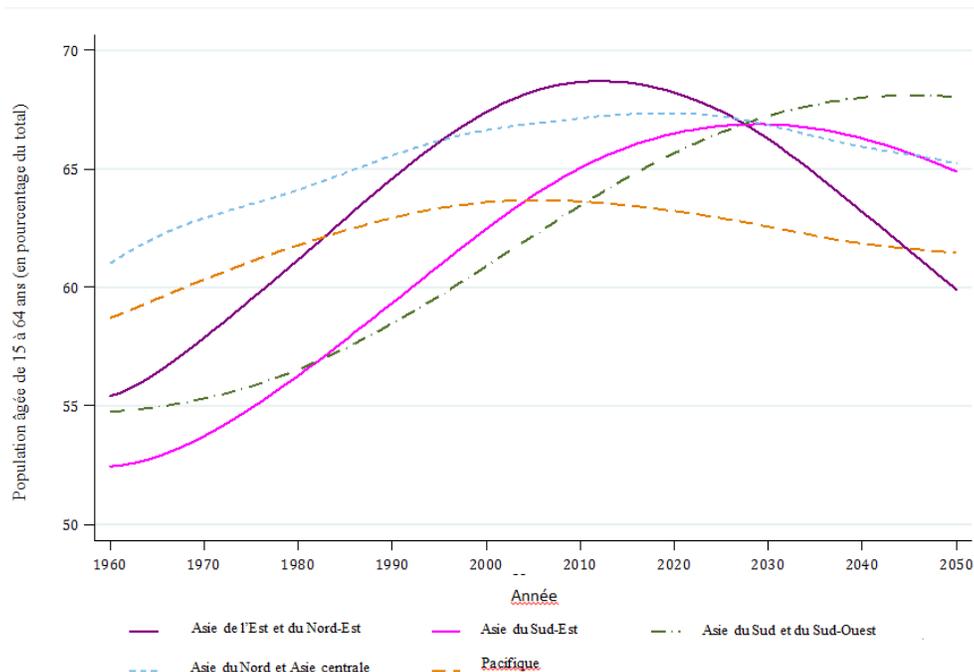
2. Les tendances démographiques actuelles indiquent que la plupart des pays seront confrontés à une part croissante de la population âgée et à une réduction du nombre des personnes en âge de travailler. Une telle évolution pose un certain nombre de difficultés aux pays, notamment en matière de pénurie de main-d'œuvre, d'inadéquation des compétences et de compétitivité. Aussi est-il de plus en plus important que les jeunes trouvent pleinement leur place dans la société et qu'ils participent au marché du travail en tant que travailleurs productifs. Pour atteindre ces objectifs, il est essentiel d'assurer en douceur le passage de l'école vers des emplois décents.

3. Forte de la jeunesse de sa population, l'Asie du Sud et du Sud-Ouest est actuellement bien placée pour tirer parti du dividende démographique découlant de l'augmentation de la population en âge de travailler par rapport à celles des enfants et des personnes âgées². Sachant que dans les décennies à venir, la population de la plupart des pays de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest commencera à vieillir, il est impératif que des politiques de la jeunesse soient mises en place pour tirer profit de ce dividende démographique (figure 1).

¹ Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Demographic Trends Data 2014, ESCAP Online Statistical database. Disponible à l'adresse www.unescap.org/stat/data/ (document consulté en novembre 2015).

² Banque asiatique de développement et Edward Elgar Publishing, *Aging, Economic Growth, and Old-Age Security in Asia* (Manille, 2012). Disponible à l'adresse suivante: www.adb.org/sites/default/files/publication/30041/aging-economic-growth-asia.pdf.

Figure 1
Dividende démographique: part de la population active (15-64 ans), par sous-région

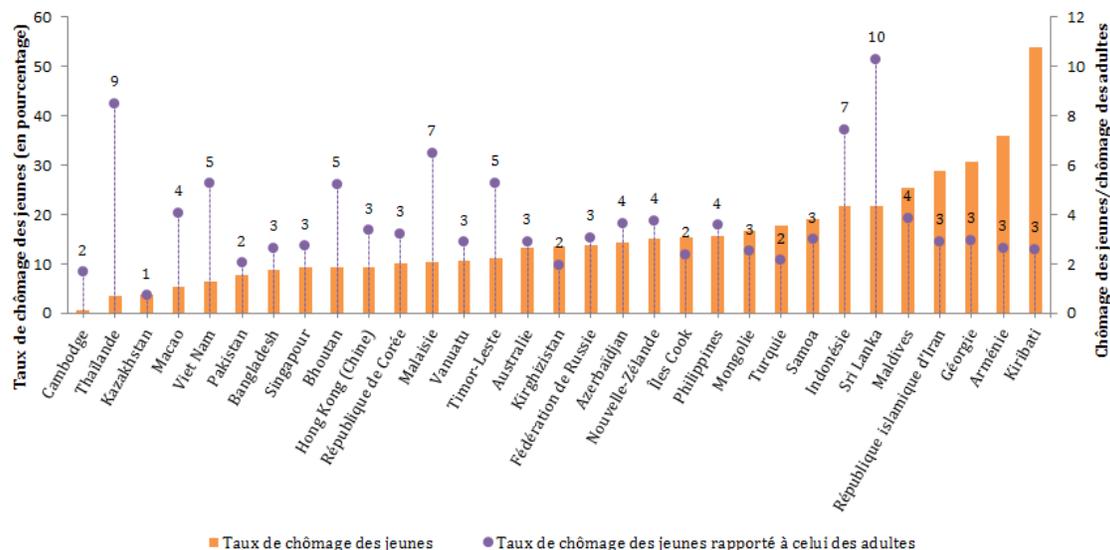


Source: Calculs établis par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique à partir des données du Département des affaires économiques et sociales. Disponible à l'adresse <http://unstats.un.org/unsd/default.htm> (base de données consultée en novembre 2015).

4. Les multiples obstacles à l'emploi font du chômage des jeunes un problème considérable dans la région. En 2014, le taux de chômage global des jeunes qui se situe dans la région à 11,3 % traduit, du moins partiellement, les difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes lors du passage de l'école à la vie active. À l'échelon national, les taux de chômage des jeunes peuvent être jusqu'à dix fois supérieurs à ceux des adultes (voir figure 2)³. Cela étant, les taux de chômage ne donnent pas une image exacte de la situation réelle. En Thaïlande et au Kazakhstan, par exemple, les taux de chômage des jeunes qui sont relativement bas ont des significations tout à fait différentes. Si, en Thaïlande, les jeunes risquent neuf fois plus d'être au chômage que les adultes, les taux de chômage de ces deux groupes d'âge sont du même ordre au Kazakhstan. Un taux de chômage des jeunes élevé par rapport à celui des adultes met en donc en évidence que les premiers sont confrontés à des obstacles disproportionnés en matière d'emploi.

³ Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Employment Data 2013, Base de données statistiques en ligne de la CESAP. Disponible à l'adresse www.unescap.org/stat/data/ (consultée en 2015).

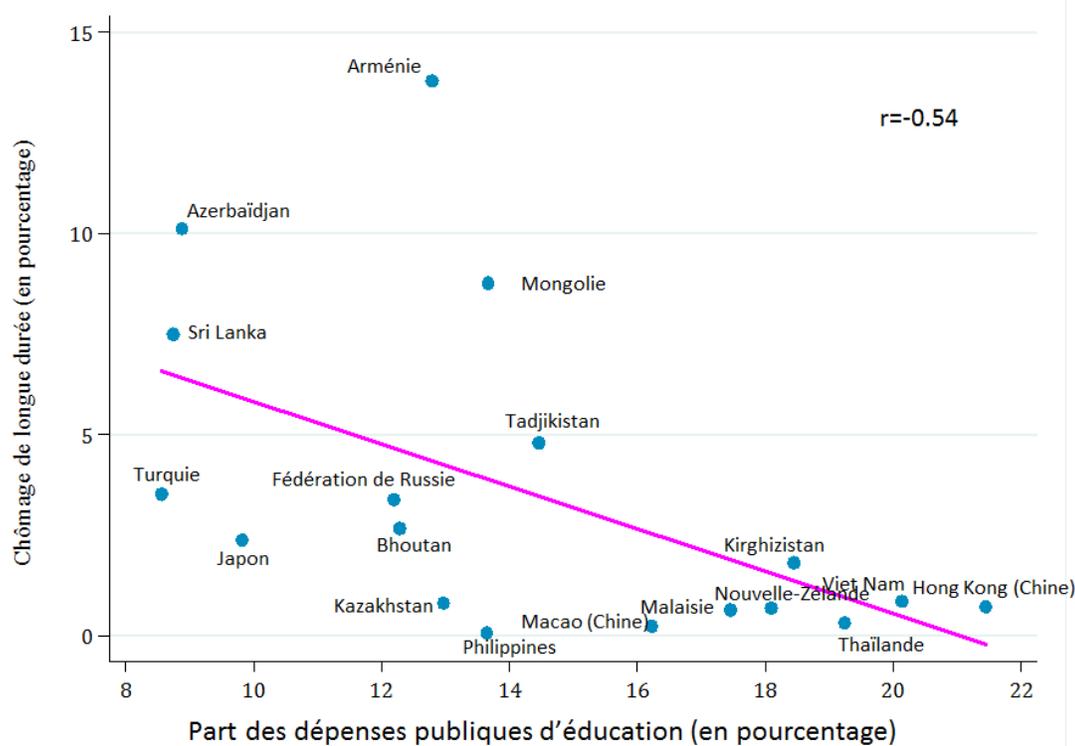
Figure 2
Taux de chômage des jeunes en 2014 rapporté au taux de chômage des adultes dans quelques pays



Source: Calculs établis par la CESAP à partir des données de l'Organisation internationale du Travail. Voir www.ilo.org/ilostat/ (données consultées en novembre 2015).

5. Outre la proportion élevée de jeunes au chômage, un grand nombre d'entre eux le sont pendant plus de 12 mois, le problème du chômage de longue durée s'ajoutant à ceux qui sont liés au passage de l'école à la vie active dans la région. L'accès insuffisant à l'éducation et à la formation ne fait qu'aggraver le problème, parce que non seulement le système éducatif n'a pas réussi à préparer les jeunes à la vie active, mais encore il arrive souvent qu'une fois au chômage, les jeunes demandeurs d'emploi ne soient pas suffisamment encadrés pour renforcer leur employabilité. Certaines données mettent en évidence une corrélation entre, d'une part, les dépenses publiques d'éducation et de formation et, d'autre part, le chômage de longue durée des jeunes. Cela montre l'importance d'offrir des possibilités d'éducation et de formation très complètes qui tiennent compte des personnes sans emploi (figure 3).

Figure 3
Taux de chômage de longue durée des jeunes et dépenses d'éducation dans quelques pays (moyennes pour la période 2006-2012)

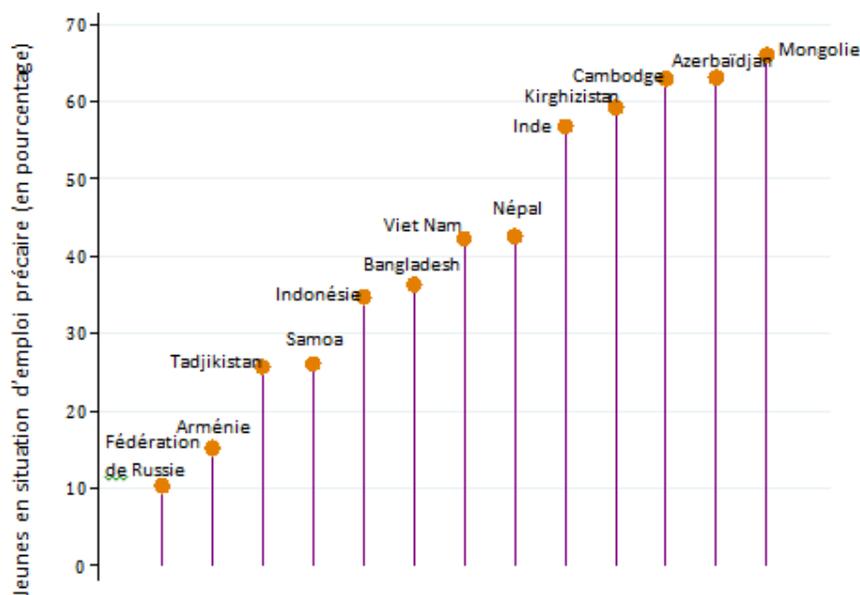


Source: Calculs établis par la CESAP à partir des données de l'Organisation internationale du Travail. Voir www.ilo.org/ilostat/ (données consultées en novembre 2015).

6. Les jeunes qui travaillent sont souvent confrontés à un autre problème, celui de la précarité de leur emploi; ils sont donc moins susceptibles d'avoir un contrat en bonne et due forme, de bénéficier d'une protection sociale ou de percevoir une rémunération appropriée⁴. L'emploi précaire concerne respectivement 42 %, 36 % et 15 % de la main-d'œuvre jeune au Viet Nam, au Bangladesh et en Arménie (figure 4). Ce constat aide à mieux comprendre les données: même si le taux de chômage des jeunes est considérablement plus faible au Viet Nam et au Bangladesh qu'en Arménie (moins d'un quart), près de la moitié des jeunes actifs du Viet Nam ont un emploi précaire alors qu'ils sont moins d'un quart en Arménie.

⁴ Organisation internationale du Travail, « Vulnerable employment and poverty on the rise. Interview with ILO Chief of Employment Trends Unit », 26 janvier 2010. Disponible à: www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/features/WCMS_120470/lang--en/index.htm.

Figure 4
Part des jeunes en situation d'emploi précaire dans quelques pays^a



Source: Calculs établis par la CESAP à partir des données de l'Organisation internationale du Travail. Voir www.ilo.org/ilostat/ (données consultées en novembre 2015).

^a Part calculée à partir des dernières données disponibles de l'année de référence: Fédération de Russie, 2012; Arménie, 2012; Tadjikistan, 2007; Samoa, 2012; Indonésie, 2010; Bangladesh, 2013; Viet Nam, 2012; Népal, 2013; Inde, 2004; Kirghizistan, 2013; Cambodge, 2012; Azerbaïdjan, 2005; Mongolie, 2006.

II. Le passage de l'école à la vie active

7. Pour tous les jeunes qui ont achevé leurs études, le passage à la vie active représente une étape cruciale. Au cours de leur scolarité, les jeunes doivent au plus haut point développer leurs aptitudes personnelles et sociales ainsi qu'accroître les compétences qui développeront leur employabilité. Il faut donc que les systèmes éducatifs soient étroitement liés à la demande et aux besoins actuels et futurs du marché du travail. Dans de nombreux pays, tel n'est pas le cas. Selon une étude menée en Asie et dans le Pacifique auprès de 8 600 responsables du recrutement, 51 % des employeurs avaient du mal à trouver de jeunes diplômés suffisamment qualifiés contre 35 % en moyenne à l'échelon mondial⁵. Cette étude indiquait également que l'inadéquation des compétences n'était pas un problème propre aux pays en développement de la région, puisque 85 % des employeurs au Japon et 51 % d'entre eux en Nouvelle-Zélande n'arrivaient pas à trouver de jeunes diplômés dotés des qualifications requises.

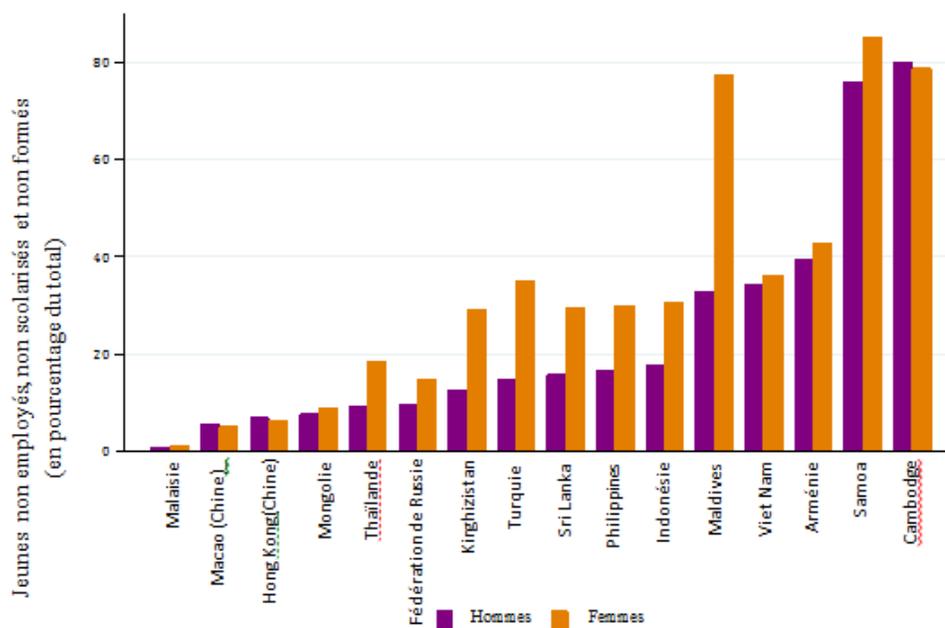
⁵ Manpower Group, *2013 Talent Shortage Survey: Research Results* (Milwaukee, 2013). Disponible à l'adresse www.manpowergroup.com/wps/wcm/connect/587d2b45-c47a-4647-a7c1-e7a74f68fb85/2013_Talent_Shortage_Survey_Results_US_high+res.pdf?MOD=AJPERES.

8. La pénurie d'emplois décents, associée à l'absence de dispositifs de protection sociale universelle, condamne un nombre disproportionné de jeunes à faire partie des travailleurs pauvres et sous-employés.

9. Trop souvent, les jeunes sont voués à végéter dans l'entre-deux, c'est-à-dire à n'être ni employés, ni scolarisés, ni formés, ce qui peut se traduire par des conséquences graves, notamment par un sentiment de frustration et de découragement⁶. La figure 5 met en évidence la diversité et la complexité de la région, preuve qu'en la matière, les politiques doivent être adaptées à la situation particulière du pays. La différence entre les sexes, particulièrement flagrante au Kirghizistan, aux Maldives et en Turquie, rend le passage de l'école à la vie active encore plus difficile pour les jeunes femmes, étant donné la forte pression sociale qui les pousse à fonder une famille et la moindre rémunération qu'elles perçoivent par rapport aux jeunes hommes pour un même travail⁷.

Figure 5

Part des jeunes non employés, non scolarisés et non formés dans quelques pays^a



Source: Calculs établis par la CESAP à partir des données de l'Organisation internationale du Travail, disponibles à l'adresse: www.ilo.org/ilostat/ (base de données consultées en novembre 2015).

^a Part calculée à partir des dernières données disponibles de l'année de référence: Arménie, 2013; Cambodge, 2008; Fédération de Russie, 2014; Hong Kong (Chine), 2014; Indonésie, 2013; Kirghizistan, 2014; Macao (Chine), 2013; Malaisie, 2014;

⁶ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, « School-to-work transition information bases », Asia-Pacific Education System Review Series No. 6 (Bangkok, 2013). Disponible à l'adresse <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002166/216661e.pdf>.

⁷ Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, *The Gender Dimensions of the School-to-Work Transition: Follow-up Study*, 2012. Voir www.ungei.org/files/stw_gender_dimensions.pdf.

Maldives, 2010; Mongolie, 2014; Philippines, 2014; Samoa, 2012; Sri Lanka, 2010; Thaïlande, 2014; Turquie, 2014; Viet Nam, 2014.

10. La période qui sépare les études et l'occupation d'un emploi productif satisfaisant est déterminante pour les perspectives d'avenir. Par exemple, si 8 % seulement des jeunes mongols ne sont ni employés, ni scolarisés, ni formés, il faut cependant près de sept ans aux jeunes mongols pour décrocher un travail satisfaisant⁸. Par conséquent, le fait d'être employé ne garantit même pas aux jeunes que l'emploi qu'ils occupent est décent ou qu'ils l'ont choisi.

11. On parle de sous-emploi lié à la durée de travail lorsque des personnes travaillent un nombre d'heures inférieur à la norme établie à l'échelon national pour un emploi à plein temps, bien que ces personnes soient désireuses de travailler davantage et prêtes à le faire. En raison de ce type de sous-emploi, nombreux sont les jeunes qui sont dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins, comme en témoigne la part importante des travailleurs pauvres. En 2013, le taux de jeunes travailleurs pauvres, calculé sur la base des seuils nationaux de pauvreté, pouvait atteindre 21 % dans certains pays en développement tels que la Géorgie, et restait durablement élevé même dans les pays fortement développés tels que Hong Kong (Chine), qui affiche un taux de 8 %⁹. De nombreux jeunes sont donc contraints de trouver d'autres moyens de gagner leur vie, en acceptant souvent un autre emploi informel et précaire (figure 6)¹⁰. Cette tendance mondiale continue de se présenter de manière particulièrement préoccupante dans la région car beaucoup de pays ne disposent pas de systèmes de protection sociale universelle.

12. Le sous-emploi lié à la durée du travail est particulièrement préoccupant dans les zones rurales faute de possibilités d'emplois productifs, ce qui accentue l'exode rural vers les centres urbains. Les niveaux élevés de migration vers ces centres urbains, pour leur part, entraîne une multitude de problèmes, dont une limitation des ressources et un risque de troubles sociaux¹¹.

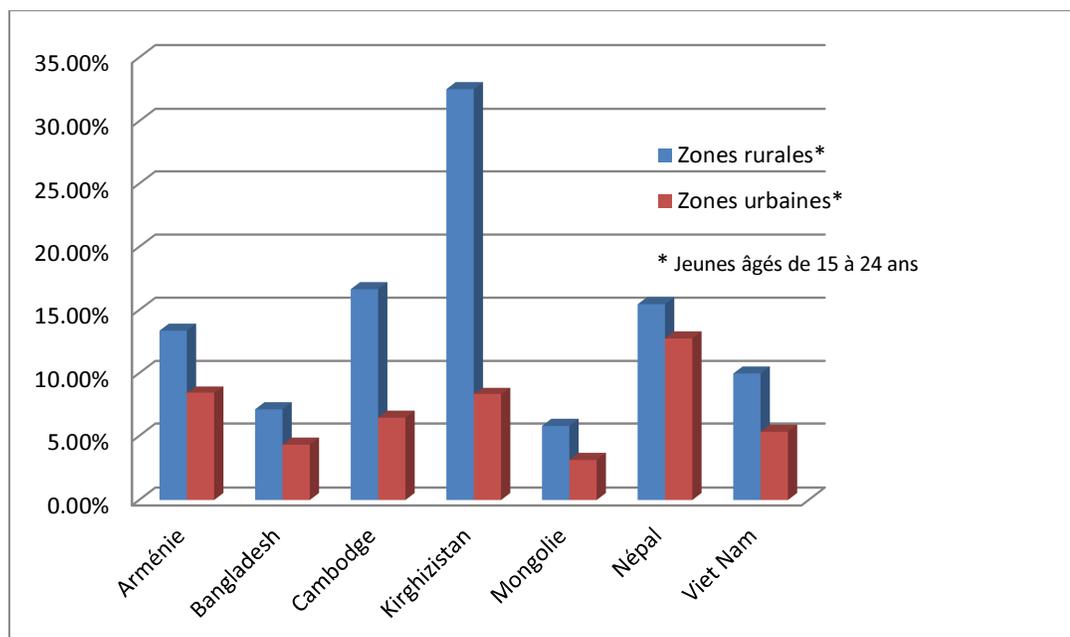
⁸ Makiko Matsumoto et Sara Elder, « Characterizing the school-to-work transitions of young men and women: evidence from the ILO school-to-work transition surveys », Employment Working Paper No. 51 (Genève, Organisation internationale du Travail, 2010). Disponible à l'adresse www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_policy/documents/publication/wcms_141016.pdf.

⁹ Organisation internationale du Travail. Proportion de personnes employées vivant en dessous du seuil de pauvreté (classée par sexe et par âge), base de données youthSTATS. Voir www.ilo.org/ilostat/faces/help_home/youthstats?_adf.ctrl-state=4agshiws9_471&_afriLoop=1353960236897567 (consultée en novembre 2015).

¹⁰ Erin Shehu et Björn Nilsson, « Informal employment among youth: evidence from 20 school-to-work transition surveys », Work4Youth Publication Series No. 8 (Genève, Organisation internationale du Travail, 2014). Disponible à l'adresse www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_234911.pdf.

¹¹ Nations Unies, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Switched On: Youth at the Heart of Sustainable Development in Asia and the Pacific* (ST/ESCAP/2744).

Figure 6
**Proportion de jeunes en sous-emploi lié à la durée du travail dans
 quelques pays^a**

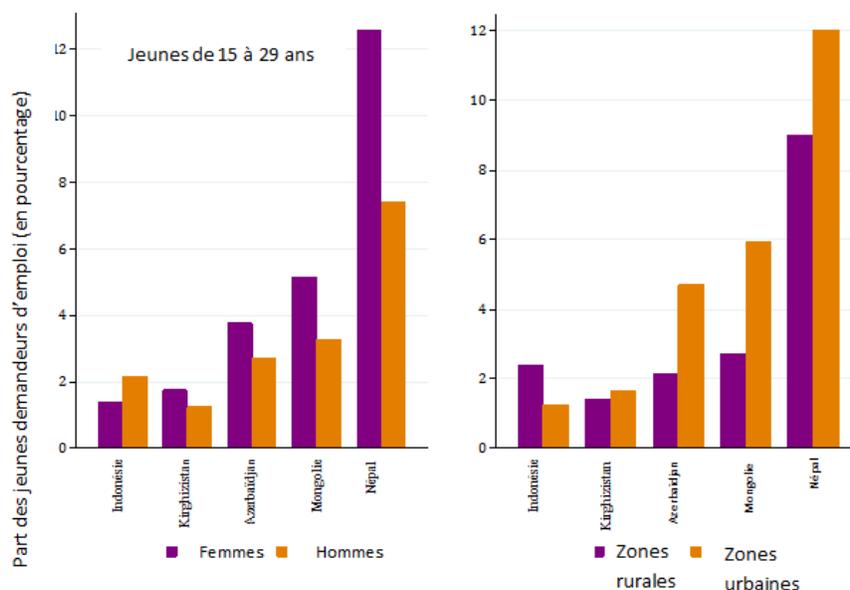


Source: Calculs établis par la CESAP à partir de la base de données youthSTATS. Voir www.ilo.org/ilostat/faces/help_home/youthstats?_adf.ctrl-state=4agshiws9_471&_afLoop=1353960236897567 (consultée en novembre 2015).

^a Part calculée à partir des dernières données disponibles de l'année de référence: Arménie, 2012; Bangladesh, 2013; Cambodge, 2012; Kirghizistan, 2013; Mongolie, 2006; Népal, 2013; Viet Nam, 2012.

13. Les difficultés ou l'impossibilité de trouver un travail décent se traduisent, entre autres, par un certain découragement. Contrairement aux personnes non employées, non scolarisées ou non formées, les demandeurs d'emploi qui éprouvent ce sentiment de découragement sont définis comme celles qui ont tout à fait renoncé à leur recherche. La figure 7 met en évidence un taux de découragement plus élevé chez les jeunes femmes et les jeunes des zones urbaines, preuve de l'importance de mettre en place des politiques de la jeunesse ciblées pour faire face à ces problèmes. Contrairement aux adultes, les jeunes ne disposent pas de réseau de relations ni de l'expérience nécessaires pour surmonter leur découragement, d'où de graves répercussions à long terme, notamment une inactivité chronique. Ces données montrent également quels groupes rencontrent le plus de difficultés lors du passage de l'école à la vie active, ce qui constitue un point de départ pour l'analyse des politiques et des mesures à mettre en œuvre en vue de remédier à certains aspects du découragement propre aux jeunes.

Figure 7
Part des jeunes demandeurs d'emploi découragés rapportée à l'ensemble des jeunes actifs dans quelques pays^a



Source: Calculs établis par la CESAP à partir de la base de données youthSTATS. Voir www.ilo.org/ilostat/faces/help_home/youthstats?_adf.ctrl-state=4agshiws9_471&_afLoop=1353960236897567 (consultée en novembre 2015).

^a Part calculée à partir des dernières données disponibles de l'année de référence: Azerbaïdjan, 2005; Indonésie, 2010; Kirghizistan, 2007; Mongolie, 2006; Népal, 2013.

III. Difficultés des jeunes à l'entrée sur le marché du travail

A Éducation

14. Entre 2000 et 2010, le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire et supérieur est passé respectivement dans la région de 52 % et 14 % à 64 % et 25 %¹². Si cette augmentation représente sans aucun doute une évolution positive, elle est également le signe qu'il y a encore un grand nombre de jeunes dans la région qui ne terminent pas leurs études secondaires et que les jeunes, pour la plupart, n'ont toujours pas la possibilité d'accéder à l'enseignement supérieur. La pauvreté et un faible revenu familial sont les principales raisons pour lesquelles les jeunes quittent l'école prématurément¹³. Cela est d'ailleurs confirmé par une corrélation statistique entre l'accroissement de la pauvreté et celui du décrochage scolaire (figure 8). S'ils

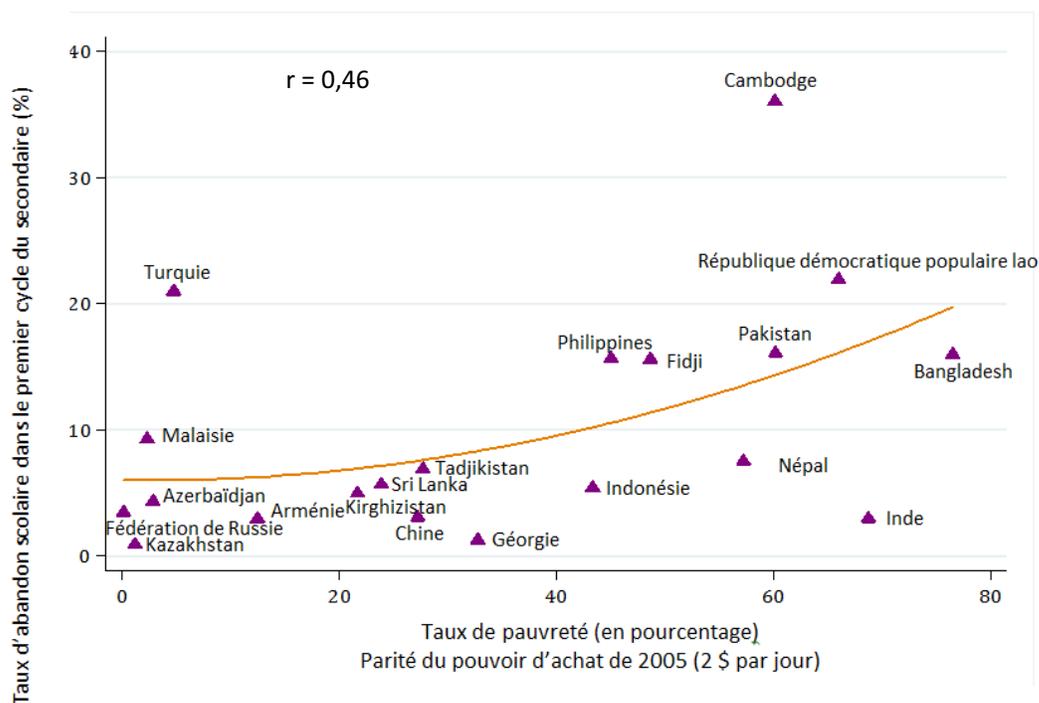
¹² Nations Unies, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Statistical Yearbook for Asia and the Pacific 2012* (ST/ESCAP/2647). Disponible à l'adresse www.unescap.org/stat/data/syb2012/.

¹³ Mignonne Breier, « From 'financial considerations' to 'poverty': towards a reconceptualization of the role of finances in higher education student drop out », *Higher Education*, vol. 60. No. 6 (décembre 2010), p. 657-670.

ne bénéficient pas de l'aide financière nécessaire, de nombreux jeunes des pays pauvres ne seront pas en mesure d'accéder à l'éducation et, partant, n'auront pas les mêmes chances d'acquérir les compétences requises pour trouver un emploi décent.

Figure 8

Effet de la pauvreté sur le taux d'abandon scolaire dans quelques pays^a



Source: Calculs établis par la CESAP à partir des données de l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Voir data.uis.unesco.org/ (données consultées en novembre 2015).

^a Part calculée à partir des dernières données disponibles de l'année de référence: Arménie, 2008; Azerbaïdjan, 2008; Bangladesh, 2010; Cambodge, 2007; Chine, 2009; Fédération de Russie, 2008; Fidji, 2003; Géorgie, 2009; Inde, 2010; Indonésie, 2011; Kazakhstan, 2009; Kirghizistan, 2011; Malaisie, 2009; Népal, 2010; Pakistan, 2008; Philippines, 2006; République démocratique populaire lao, 2008; Sri Lanka, 2010; Tadjikistan, 2009; Turquie, 2010.

Pertinence et qualité de l'éducation et de la formation

15. Dans de nombreux pays, les jeunes qui ont achevé des études secondaires et supérieures ne sont pas nécessairement mieux préparés pour répondre aux besoins du marché du travail d'aujourd'hui¹⁴. La République de Corée en est la parfaite illustration avec un des taux de scolarisation dans le supérieur les plus élevés du monde. Cependant, 40 % des étudiants du pays

¹⁴ Nations Unies, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Statistical Yearbook for Asia and the Pacific* (ST/ESCAP/2647). Disponible à l'adresse www.unescap.org/stat/data/syb2012/.

n'arrivent pas trouver de travail une fois diplômés¹⁵. Une telle situation est la preuve que leurs acquis du secondaire et du supérieur ne les ont pas préparés de façon satisfaisante au marché de l'emploi. En réaction à cette tendance mondiale, la cible 4 de l'objectif de développement durable 4 engage les pays à accroître sensiblement le nombre de jeunes et d'adultes dotés des compétences, y compris techniques et professionnelles, utiles en matière d'emploi, de travail décent et d'entrepreneuriat.

16. Le décalage entre ce qui est enseigné à l'école et les besoins du marché du travail¹⁶ a de graves conséquences économiques et sociales. Pour les entreprises, cela se traduit également par la diminution de leur compétitivité et de leurs possibilités de croissance.

17. L'éducation doit être pertinente et de grande qualité afin de remédier à l'inadéquation des compétences et tirer pleinement parti des capacités des jeunes. Trop souvent, les écoles manquent de ressources et les enseignants utilisent un matériel pédagogique obsolète (outre leur formation peut-être inappropriée), d'où les résultats insuffisants des élèves¹⁷. Les écoles sont souvent inaccessibles pour beaucoup d'élèves, soit géographiquement soit financièrement, ce qui, dans la pratique, réduit le taux de scolarisation. Ces problèmes de base créent des obstacles majeurs à une bonne préparation à l'entrée dans la vie active. Un moyen important de remédier, du moins en partie, à cette situation consiste à mettre plus l'accent sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels.

18. Le taux de scolarisation dans les établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels varie considérablement dans l'ensemble de la région, avec des taux de 50 % en Ouzbékistan ou de 1 % en République démocratique populaire lao¹⁸. Une multitude de raisons explique cette variation, notamment le fait que le public considère ce type d'enseignement et de formation comme une option moins prestigieuse ou moins intéressante que l'enseignement supérieur traditionnel¹⁹. La volonté politique est un autre facteur car certains pays privilégient la formation et l'enseignement techniques et professionnels, d'où des programmes plus élaborés qui attirent un plus grand nombre d'élèves²⁰.

19. L'augmentation récente de la demande d'éducation a déjà conduit de nombreux établissements à assurer leurs services au maximum de leurs capacités et, de ce fait, à se montrer quelque peu réticents quant au suivi ou à

¹⁵ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, « School-to-work transition information bases », Asia-Pacific Education System Review Series No. 6 (Bangkok, 2013). Disponible à l'adresse <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002166/216661e.pdf>.

¹⁶ ManpowerGroup, *2013 Talent Shortage Survey: Research Results* (Milwaukee, 2013). Disponible à l'adresse www.manpowergroup.com/wps/wcm/connect/587d2b45-c47a-4647-a7c1-e7a74f68fb85/2013_Talent_Shortage_Survey_Results_US_high+res.pdf?MOD=AJPERES.

¹⁷ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, « Expanding TVET at the secondary education level », Asia-Pacific Education System Review Series No. 7 (Bangkok, 2013). Disponible à l'adresse <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002262/226220E.pdf>.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Organisation de coopération et de développement économiques, *Skills Development Pathways in Asia* (Paris, 2012).

²⁰ Ibid.

l'amélioration de leurs programmes par leurs propres moyens²¹. En l'absence d'une saine concurrence ou de la pression des pouvoirs publics, ces établissements ne voient pas l'intérêt d'améliorer leur système alors qu'ils enregistrent déjà des taux de scolarisation élevés. Aussi le suivi et l'évaluation de ces programmes, outre la réglementation publique, sont-ils importants pour obtenir les meilleurs résultats.

20. Un autre point faible des systèmes éducatifs actuels est l'absence d'aide aux jeunes entrepreneurs. Il est important d'offrir aux étudiants qui souhaitent créer leur entreprise de quoi pouvoir développer des compétences et connaissances précieuses en matière d'entrepreneuriat. Ces compétences doivent passer par la maîtrise des cadres juridiques et des modalités de création d'une entreprise, ainsi que par l'obtention d'informations en matière de services financiers et de gestion. C'est en faisant de l'entrepreneuriat une option viable pour les jeunes qu'on élargit leurs débouchés professionnels et permet à la société de tirer parti du potentiel créatif des jeunes pour créer de nouvelles entreprises utiles.

B. Emploi

1. Accès à l'information et aux institutions financières

21. Les dirigeants ont besoin d'informations exactes sur le marché du travail pour en cerner les éventuels problèmes structurels et concevoir des politiques adaptées en matière d'emploi, d'éducation et d'économie. Les responsables de l'éducation doivent également disposer de telles informations pour repenser leurs programmes et leurs cours afin de mieux répondre aux besoins actuels du marché de l'emploi et mieux armer les étudiants de manière à en faire des acteurs compétitifs sur ce marché. Au vu de la complexité croissante de ce dernier, il est essentiel de disposer à son sujet d'informations exactes et à jour ainsi que de prévisions fiables sur ses besoins futurs, pour anticiper par exemple les pénuries susceptibles de se faire sentir dans certaines professions²².

22. Faute d'un meilleur accès aux informations sur le marché de l'emploi, les responsables de l'éducation ont tendance à s'en tenir aux modèles pédagogiques traditionnels qui risquent de ne pas répondre aux besoins actuels de ce marché, ce qui se traduit par une inadéquation des compétences. Le fait d'associer les employeurs à la définition de la demande future de main-d'œuvre permet de développer des compétences et des connaissances qui correspondent à leurs besoins et, du même coup, d'améliorer l'employabilité des jeunes. Or, bien que les petites et moyennes entreprises soient une source importante d'emplois dans les pays de l'ensemble de l'Asie et du Pacifique, de nombreux employeurs ne sont pas associés à ce processus²³. Il en résulte au bout du compte un marché de l'emploi peu efficace, dans le cadre duquel

²¹ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, « School-to-work transition information bases », Asia-Pacific Education System Review Series No. 6 (Bangkok, 2013). Disponible à l'adresse <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002166/216661e.pdf>.

²² Misbah Tanveer Choudhry, Enrico Marelli et Marcello Signorelli, « Youth unemployment rate and impact of financial crises », *International Journal of Manpower*, vol. 33, No. 1 (juin 2012), p. 76-95.

²³ Organisation internationale du Travail, *Jobs and Skills for Youth: Review of Policies for Youth Employment of Indonesia* (Genève, 2015).

toutes les parties enregistrent une perte nette et tout particulièrement les jeunes qui sont alors incapables de trouver un emploi rémunérateur²⁴.

23. Un des problèmes essentiels de ces dysfonctionnements du marché du travail est lié à l'asymétrie de l'information, c'est-à-dire au fait que jeunes, employeurs, éducateurs et responsables politiques n'ont pas tous les mêmes informations (ou en manquent). Il en résulte une absence de coordination entre les politiques de l'emploi et de l'éducation²⁵.

24. Par ailleurs, les élèves ont besoin d'informations sur le marché du travail qui soient à jour afin de pouvoir choisir des études débouchant sur un emploi productif²⁶. Outre la fourniture de ces informations, il faut que les pouvoirs publics les complètent par des outils d'un intérêt, d'une pertinence et d'une élaboration plus poussés pour les interpréter et les comprendre. Il pourra s'agir notamment d'apprendre aux jeunes à évaluer les coûts et les avantages de tels ou tels types d'enseignement et de formation, leur permettant ainsi de mieux choisir leur avenir.

25. Le recours de la plupart des jeunes aux réseaux sociaux plutôt qu'aux services publics de l'emploi illustre bien le fait que l'on manque de ces informations. Selon certaines études, dans les pays de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale tels que l'Azerbaïdjan, même si l'utilisation d'informations émanant des services publics de l'emploi permet de trouver plus rapidement des emplois mieux payés, la plupart des jeunes privilégient les réseaux sociaux²⁷. Il importe donc non seulement d'offrir des services publics de l'emploi, mais aussi de promouvoir ces services et de faire en sorte que les jeunes les considèrent avec confiance comme un moyen efficace de trouver un emploi.

26. Faute d'informations adéquates, de nombreux jeunes nourrissent des attentes irréalistes sur leur carrière future, ce à quoi une orientation professionnelle pourrait remédier grâce à une aide spéciale et à des informations mieux adaptées²⁸. Le regroupement des élèves par certaines sections présente l'avantage d'offrir des services mieux ciblés qui répondent aux besoins de chacun.

27. Le nombre insuffisant d'informations sur le marché du travail accessibles aux jeunes s'explique notamment par le manque de capacités, de réglementation, de sensibilisation et de coopération. Une expérience limitée dans la réalisation d'études et dans l'analyse des données ainsi obtenues est un obstacle majeur à un plus grand nombre et à une meilleure qualité des

²⁴ Dawn Schell, Flo Follero-Pugh et Denise Lloyd, *Making Sense of Labour Market Information* (ASPECT, 2010).

²⁵ Forum économique mondial, *Matching Skills and Labour Market Needs: Building Social Partnerships for Better Skills and Better Jobs, Davos-Klosters, Switzerland, 22-25 janvier 2014* (Genève, 2014).

²⁶ Shanti Jagannathan, « Skills for inclusive and sustainable growth in developing Asia and the Pacific », ADB Briefs, No. 10 (Manille, Banque asiatique de développement, 2012).

²⁷ Makiko Matsumoto et Sara Elder, « Characterizing the school-to-work transitions of young men and women: evidence from the ILO school-to-work transition surveys », *Employment Working Paper No. 51* (Genève, Organisation internationale du Travail, 2010). Disponible à l'adresse www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/--emp_policy/documents/publication/wcms_141016.pdf.

²⁸ Lin Lean Lim, « Building an Asia-Pacific youth employment coalition: reviewing past policies and the way forward », ILO Asia-Pacific Working Paper Series (Genève, 2011).

informations en la matière²⁹. Le simple élargissement de l'éventail des possibilités d'éducation et de formation pour les jeunes ne renforce pas automatiquement leur employabilité.

28. S'il est vrai que la plupart des pays de la région conduisent tel ou tel type d'étude sur la main-d'œuvre, plusieurs pays en développement, dont le Bangladesh, le Cambodge et la République démocratique populaire lao, n'en mènent aucune, ce qui se traduit par des informations potentiellement erronées et, partant, des politiques et programmes inefficaces³⁰.

29. De nombreux jeunes préféreraient créer leur propre entreprise, mais ils n'ont pas accès au crédit³¹. En Indonésie, par exemple, 87 % des jeunes entrepreneurs de l'industrie du textile ont dû autofinancer leur investissement initial et 96 % de l'accès aux capitaux s'est surtout fait par tâtonnements³². Cette situation est problématique à plus d'un titre, notamment parce que le recours à l'autofinancement signifie que les jeunes des milieux plus modestes ont plus de mal à devenir chefs d'entreprise.

2. Mauvaises conditions de travail

30. Le travail informel est presque inévitablement non réglementé et non contrôlé, ce qui se traduit souvent par des conditions de travail dangereuses et encourage l'exploitation. En dépit des lois interdisant les entreprises du secteur informel dans de nombreux pays de l'Asie et du Pacifique, l'emploi informel demeure un problème omniprésent pour la majorité de la population, notamment les jeunes. Par exemple, l'emploi informel représente au Cambodge 98,3 % de l'emploi total des jeunes. Au Viet Nam et au Samoa, il atteint respectivement 76,4 % et 67,7 %³³.

31. L'appel lancé pour faire en sorte que les jeunes bénéficient de conditions de travail décentes ressort clairement de la cible 5 de l'objectif de développement durable 8 qui vise, d'ici à 2030, à parvenir au plein emploi productif et à garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale. Pour protéger le droit des jeunes hommes et femmes à un travail décent et productif, il est impératif que les gouvernements et les employeurs prennent des mesures. Dans cette optique, il faut non seulement adopter de nouveaux textes de loi, mais également veiller à leur mise en application judicieuse.

²⁹ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, « School-to-work transition information bases », Asia-Pacific Education System Review Series No. 6 (Bangkok, 2013). Disponible à l'adresse <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002166/216661e.pdf>.

³⁰ Ibid.

³¹ Richard Curtain, « Promoting youth employment through information and communication technologies (ICT): best practices examples in Asia and the Pacific », document de travail établi pour la réunion régionale tripartite OIT/Japon sur l'emploi des jeunes en Asie et dans le Pacifique (Bangkok, Organisation internationale du Travail, 2002).

³² Aloysius Gunadi Brata, « Financial inclusion for youth entrepreneur in creative industry: a case of youth entrepreneurs in clothing industry in Yogyakarta, Indonesia », *BWTB Bulletin*, No.2 (décembre 2010).

³³ Erin Shehu et Björn Nilsson, « Informal employment among youth: evidence from 20 school-to-work transition surveys », Work4Youth Publication Series No. 8 (Genève, Organisation internationale du Travail, 2014). Disponible à l'adresse www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_234911.pdf.

32. La précarité est un des principaux facteurs qui poussent au travail informel; nombreuses sont les raisons qui favorisent la précarité et viennent souvent s'additionner: sexe, niveau d'instruction, âge, état de santé et appartenance ethnique. Il est fréquent que les jeunes femmes rencontrent de multiples difficultés liées à la stigmatisation sociale et qu'elles courent plus de risques de se retrouver dans le secteur informel³⁴.

33. Au Viet Nam, 95,4 % des jeunes personnes handicapées étaient employées dans le secteur informel, contre 75,4 % des jeunes personnes non handicapées³⁵. De même, en Inde, le chiffre correspondant pour les jeunes personnes handicapées était de 87 %³⁶.

34. De plus, des antécédents de chômage aggravent davantage le risque encouru par les jeunes de travailler dans le secteur informel³⁷. Ce passage du chômage au travail informel est encore plus récurrent lorsqu'aucun système d'aide à l'emploi, notamment sous la forme d'allocations de chômage, n'est mis en place.

35. La pression qui s'exerce sur les jeunes lorsqu'il leur faut subvenir non seulement à leurs besoins mais aussi à ceux de leur famille les pousse aussi à travailler dans le secteur informel et à accepter n'importe quoi, quelles que soient les conditions d'emploi.

36. Dans les sociétés plus traditionnelles, les jeunes doivent se marier et fonder une famille de bonne heure³⁸; quant aux jeunes femmes, le mariage passe avant les études et le travail³⁹. Selon des recherches menées en Asie du Sud et du Sud-Ouest, lorsque la société accorde plus d'importance au mariage, un niveau élevé d'instruction et l'expérience professionnelle réduisent ou retardent les « chances » de se marier pour une femme et, partant, la dissuadent d'étudier ou d'occuper un emploi⁴⁰. De même, plus une femme se marie jeune, moins elle a de chances de faire des études⁴¹. Dans de nombreuses parties de la région, notamment dans les sociétés rurales moins développées, l'évolution reste lente et cette situation demeure une réalité pour de nombreux jeunes hommes et femmes.

37. Le manque de possibilités d'emploi décent pousse également un grand nombre de jeunes à chercher du travail à l'étranger. Par exemple, au Népal, environ 150 000 jeunes sont employés à l'étranger, soit près de la moitié de la

³⁴ Ibid.

³⁵ Ibid.

³⁶ Organisation mondiale de la Santé, *Rapport mondial sur le handicap* (Genève, 2011).

³⁷ Ibid.

³⁸ Lin Lean Lim, « Building an Asia-Pacific youth employment coalition: reviewing past policies and the way forward », ILO Asia-Pacific Working Paper Series (Genève, Organisation internationale du Travail, 2011).

³⁹ Daniel Egel et Djavah Salehi-Isfahani, « Youth transitions to employment and marriage in Iran: evidence from the school to work transition survey », *Middle East Development Journal*, vol. 2, No. 1 (2010), p. 89-120.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Lin Lean Lim, « Building an Asia-Pacific youth employment coalition: reviewing past policies and the way forward », ILO Asia-Pacific Working Paper Series (Genève, Organisation internationale du Travail, 2011).

main-d'œuvre des jeunes⁴². De même, aux Philippines, les jeunes représentent 8,2 % de la population totale philippine travaillant à l'étranger. Ce chiffre s'élève à 24,8 % pour les personnes âgées de 25 à 29 ans. Cela signifie qu'il y a plus de 700 000 Philippins, âgés de 15 à 29 ans, qui exercent une activité à l'étranger⁴³. Malgré de médiocres conditions de travail et un risque accru d'exploitation et de mauvais traitements par rapport aux travailleurs migrants adultes, de nombreux jeunes sont toujours attirés par le fait de travailler à l'étranger en raison de salaires comparativement plus élevés et de la possibilité d'envoyer des fonds aux membres de leur famille, qui comptent souvent sur eux pour assurer leur subsistance⁴⁴.

IV. Moyens d'agir

A. Rendre l'éducation et la formation plus pertinentes

38. Pour corriger l'inadéquation des compétences, l'éducation et la formation doivent être toutes deux de grande qualité et pertinentes. Il faut en la matière des enseignants qualifiés particulièrement mobilisés, un programme scolaire résolument tourné vers l'avenir qui s'adapte à l'évolution du marché de l'emploi, une formation pratique, ainsi qu'une meilleure coordination entre employeurs et personnel éducatif.

39. Il faut également que les politiques macroéconomiques et de l'emploi soient bien coordonnées pour que la croissance économique crée de nouveaux emplois décents, de préférence dans le secteur vert. De plus, les pouvoirs publics doivent renforcer les services publics d'aide à l'emploi ou en mettre de place de nouveaux, tels que des programmes de politique active du marché du travail, pour éviter aux jeunes de tomber dans le piège du chômage ou du sous-emploi.

40. Certes, une éducation et une formation pertinentes et de grande qualité ne peuvent pas, à elles seules, résoudre tous les problèmes liés au passage de l'école à la vie active, mais elles peuvent aider les jeunes à acquérir des compétences et connaissances précieuses qui contribueront à leur employabilité et les prépareront mieux à leur entrée sur le marché du travail. Outre la préparation des jeunes à un emploi dans les entreprises et les organisations existantes, l'information, la formation, l'éducation, les ressources et les opportunités qui pourraient leur être offertes en matière d'entrepreneuriat leur ouvriraient une autre voie que l'emploi traditionnel. L'entrepreneuriat des jeunes se répand dans toute la région – les exemples abondent dans les zones urbaines et rurales –, notamment dans de grandes nations comme la Chine et dans les petits pays insulaires du Pacifique comme les Palaos⁴⁵. Pour que les jeunes puissent créer leur propre entreprise, il leur

⁴² Makiko Matsumoto et Sara Elder, « Characterizing the school-to-work transitions of young men and women: evidence from the ILO school-to-work transition surveys », Employment Working Paper No. 51 (Genève, Organisation internationale du Travail, 2010). Disponible à l'adresse www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_policy/documents/publication/wcms_141016.pdf.

⁴³ Philippines, Philippine Statistics Authority, *2014 Survey on Overseas Filipinos*, (Quezon City, 2015).

⁴⁴ Ahmad Ahsan et al., *International Migration and Development in East Asia and the Pacific* (Washington, D.C., Groupe de la Banque mondiale, 2014).

⁴⁵ Organisation mondiale de la Santé, *Rapport mondial sur le handicap* (Genève, 2011); et Organisation internationale du Travail, *Indonesia: Labour market information systems and services* (Jakarta, 2014).

faut avoir accès à des ressources financières – microcrédits, assurance, comptes d'épargne et méthodes de paiement –, ce qui explique qu'un appui institutionnel est essentiel pour favoriser l'entrepreneuriat des jeunes⁴⁶. L'importance de soutenir les possibilités d'entrepreneuriat offertes aux jeunes est affirmée dans les objectifs de développement durable 4 et 8, qui appellent un renforcement des mesures. De telles possibilités contribueraient non seulement à plus grande autonomie des jeunes et à un meilleur passage de l'école à la vie active, mais elles multiplieraient aussi le nombre des emplois créés à l'échelon national. Les paragraphes qui suivent mettent l'accent sur les différentes approches éducatives adoptées aujourd'hui par les pays de la région en vue de faciliter le passage des jeunes de l'école à l'obtention d'emplois productifs.

1. Enseignement et formation techniques et professionnels

41. L'enseignement et la formation techniques et professionnels peuvent être un moyen efficace de rendre les programmes plus adaptés aux besoins du marché du travail et partant de mieux préparer les jeunes à l'emploi.

42. La région compte de nombreux exemples de programmes d'enseignement et de formation dont la qualité et la pertinence contribuent à préparer les jeunes aux opportunités offertes dans les entreprises. Certains pays pratiquent ce type d'enseignement et de formation de longue date comme Sri Lanka, où la formation technique a débuté il y a plus de 100 ans en 1893⁴⁷. Dans d'autres pays tels que le Cambodge, l'enseignement et la formation techniques et professionnels sont relativement nouveaux, mais suscitent beaucoup d'enthousiasme car il s'agit d'un moyen particulièrement nécessaire d'améliorer la qualité de la main-d'œuvre, plutôt jeune, 70 % de la population ayant moins de 30 ans⁴⁸.

43. De nombreux pays insulaires du Pacifique ont introduit avec succès des programmes qui mettent davantage l'accent sur l'employabilité des compétences. Une étude de terrain réalisée aux Palaos a montré que les bons résultats enregistrés dans le pays par l'enseignement et la formation techniques et professionnels s'expliquaient en partie par l'articulation entre le primaire, le secondaire et le supérieur dans le domaine de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels, d'où le renforcement de synergies positives. Aux Fidji, on a constaté que les programmes d'initiation à la vie d'entreprise pouvaient être très efficaces. Ces programmes privilégient l'apprentissage centré sur l'élève plutôt que sur l'enseignant. Deux années durant, le Gouvernement fidjien a mis en place des programmes d'éducation à l'entreprise dans 59 écoles sur l'ensemble du pays et, dans 80 % des cas, ces programmes se sont révélés utiles et viables⁴⁹.

⁴⁶ Nations Unies, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Switched On: Youth at the Heart of Sustainable Development in Asia and the Pacific* (ST/ESCAP/2744).

⁴⁷ Shyamal Majumdar, ed., *Emerging challenges and trends in TVET in the Asia-Pacific region* (Rotterdam, Sense Publishers, 2011).

⁴⁸ I-Hsuan Cheng, « Case studies of integrated pedagogy in vocational education: a three-tier approach to empowering vulnerable youth in urban Cambodia », *International Journal of Educational Development*, vol. 30, No. 4 (juillet 2010).

⁴⁹ Epli Tokai et Jennie Teasdale, eds., « The role of TVET in Pacific secondary schools: new visions, new pathways », *The PRIDE Project Pacific Education Series No. 7* (Suva, Institute of Education, University of the South Pacific, 2009).

44. Les programmes d'enseignement et de formation peuvent également contribuer à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en développant les connaissances et les compétences nécessaires à une économie verte. La cible 7 de l'objectif de développement durable 4 vise à faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et les compétences qui serviront à favoriser le développement durable, tandis que l'objectif 8 vise à promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Afin que la transition verte puisse avoir lieu, davantage de personnes doivent être sensibilisées à la durabilité et dotées des compétences nécessaires pour travailler dans l'économie verte. Grâce à un enseignement et à une formation axés sur la durabilité, les jeunes posséderont des compétences de plus en plus importantes dans un monde qui cherche constamment à trouver des moyens d'être plus durable.

45. Même si l'enseignement et la formation techniques et professionnels axés sur l'environnement sont encore un domaine en devenir, il en existe des exemples positifs dans la région, tels que l'Accord australien sur les compétences vertes (TAFE)⁵⁰. L'objectif de cet accord est de renforcer les capacités utiles à l'économie verte en mettant tout particulièrement l'accent sur l'enseignement et la formation professionnels. Ainsi, des programmes complémentaires destinés à 500 responsables d'enseignement et de formation professionnels ont bénéficié d'une aide et 80 bourses nationales d'études en développement durable ont été attribuées. Le Centre de développement de l'accord (TAFE Development Centre), récemment rebaptisé Centre de développement de l'enseignement et de la formation professionnels (VET Development Centre), a aussi organisé des stages professionnels sur la manière d'intégrer les compétences vertes dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels⁵¹.

46. La République de Corée est également un excellent exemple de pays qui associe économie verte et promotion de la durabilité dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels⁵². Il est prévu qu'en République de Corée, le nombre des emplois verts connaîtra une hausse de 6 % (contre 1,3 % en moyenne pour l'ensemble des emplois) au cours des prochaines années, d'où la création, d'ici à 2030, d'environ 950 000 emplois dans le secteur des énergies renouvelables⁵³. Soucieux de disposer d'une main-d'œuvre correctement formée pour répondre aux besoins de ces nouveaux emplois, le Gouvernement coréen collabore avec Korea Polytechnics (principal organisme chargé de structurer l'enseignement et la formation techniques et professionnels dans le pays) et a déjà mis sur pied des programmes et des stages d'enseignement et de formation techniques et professionnels sur la durabilité dans 38 campus sur tout le territoire⁵⁴. À Busan, la deuxième ville du pays, l'administration locale a également créé le

⁵⁰ Shanti Jagannathan, « Skills for inclusive and sustainable growth in developing Asia and the Pacific », ADB Briefs, No. 10 (Manille, Banque asiatique de développement, 2012).

⁵¹ TAFE Directors Australia, *The Australian Green Skills Agreement: Policy and Industry Context, Institutional Response and Green Skills Delivery* (Ultimo, Australie, 2012).

⁵² Banque d'import-export de Corée, Asian Development Bank et Korea Research Institute for Vocational Education and Training, *Education and Skills for Inclusive Growth and Green Jobs: [Republic of] Korea's Experiences on Education and Skills for Green Jobs* (Séoul, 2012).

⁵³ Shanti Jagannathan, « Skills for inclusive and sustainable growth in developing Asia and the Pacific », ADB Briefs, No. 10 (Manille, Banque asiatique de développement, 2012).

⁵⁴ Ibid.

premier lycée national spécialisé dans l'éducation aux énergies renouvelables (Busan Energy Science High School)⁵⁵. Les initiatives de ce type sont autant d'exemples positifs pour la région et le monde de la manière d'associer les jeunes à la transition vers une économie verte.

2. Entrepreneuriat

47. L'introduction dans le système éducatif des connaissances et des compétences liées à l'entrepreneuriat a porté ses fruits dans certains États membres de la région.

48. Selon une étude sur l'entrepreneuriat des jeunes menée en Indonésie, au Japon, en République de Corée, dans la province chinoise de Taïwan et en Thaïlande, les principaux facteurs qui déterminent la réussite des jeunes en tant qu'entrepreneurs étaient l'efficacité personnelle, l'accès aux capitaux, l'accès à l'information et les réseaux sociaux⁵⁶. L'efficacité personnelle pourrait être développée en offrant aux jeunes un plus grand nombre d'opportunités en matière de leadership, ce qui renforcerait alors leur confiance en eux et les encouragerait ainsi à envisager de créer leur propre entreprise. Un solide appui institutionnel est nécessaire pour assurer un accès équitable aux capitaux, afin que les jeunes de tous les milieux socioéconomiques, et non uniquement les plus aisés, aient la possibilité de créer leur entreprise. L'accès à l'information en matière d'entrepreneuriat sera favorisé par un enseignement et une formation techniques et professionnels plus pertinents et par un accès plus large à l'information sur le marché de l'emploi. Les réseaux sociaux pourraient être mieux renforcés en mettant à la disposition des jeunes des forums et des conférences axés sur l'entrepreneuriat, ce qui s'est révélé efficace dans la région, par exemple avec la Conférence des leaders émergents d'Asie et du Pacifique de l'Alliance mondiale de la jeunesse.

49. Selon une étude sur l'entrepreneuriat en Malaisie, 63 % des participants avaient bénéficié d'une éducation ou d'une formation commerciale en bonne et due forme⁵⁷. De tels résultats confirment la nécessité d'inclure dans l'enseignement et la formation des matières qui sont importantes pour l'entrepreneuriat.

50. L'entrepreneuriat s'est aussi révélé un moyen efficace de dynamiser l'emploi des jeunes en milieu rural et d'offrir des débouchés aux jeunes femmes. À titre d'exemple de très grande réussite de l'entrepreneuriat rural dans la région, on peut citer le modèle Amul en Inde, qui ne concernait au départ que huit collectivités locales et qui est désormais l'un des plus grands

⁵⁵ Banque d'import-export de Corée, Asian Development Bank et Korea Research Institute for Vocational Education and Training, *Education and Skills for Inclusive Growth and Green Jobs: [Republic of] Korea's Experiences on Education and Skills for Green Jobs* (Séoul, 2012).

⁵⁶ Nurul Indarti, Rokhima Rostiani et Tur Nastiti, « Underlying factors of entrepreneurial intentions among Asian students », *The South East Asian Journal of Management*, vol. IV, No. 2 (octobre 2010).

⁵⁷ Chan Kim Ling, Sivapalan Selvadurai et Bahiyah Abdul Hamid, « Malay youth entrepreneurship in Malaysia: an empirical update », *Geografia Online Malaysian Journal of Society and Space*, vol. 5, No. 2 (avril 2009).

producteurs de produits laitiers du pays, avec 240 000 membres dans 840 villages⁵⁸.

51. L'un des plus grands défis à relever pour faire mieux connaître l'entrepreneuriat en milieu rural, en particulier auprès des jeunes femmes, est de renforcer la sensibilisation à l'entrepreneuriat en tant que solution viable en matière d'emploi⁵⁹. Des efforts particuliers doivent donc être faits pour garantir que les femmes aient accès à l'information et l'éducation dans le domaine de l'entrepreneuriat, afin qu'elles puissent enregistrer une société en leur nom et connaître leurs droits et responsabilités en tant que propriétaires d'entreprise. S'il est structuré correctement, l'entrepreneuriat est en mesure d'autonomiser les jeunes et les femmes des zones rurales en leur offrant des perspectives réelles de contribution à la société et en leur assurant une indépendance économique.

B. Aider les jeunes à obtenir un emploi productif

52. Si un niveau d'études plus élevé réduit le risque de se retrouver employé dans le secteur informel, il ne s'agit pas d'une panacée. Selon une étude mondiale consacrée aux effets de l'éducation sur la composition du secteur informel, seuls 14 % des jeunes sans éducation primaire étaient en mesure de décrocher un emploi formel, contre 51 % de ceux qui avaient suivi des études supérieures⁶⁰. De ces chiffres indiquent que les jeunes qui bénéficient d'un niveau d'études plus élevé font preuve de compétences mieux adaptées à un emploi formel.

Services publics de l'emploi et politiques actives du marché du travail

53. Les services publics de l'emploi prennent souvent la forme de centres pour l'emploi créés par les pouvoirs publics. Ces services qui aident les demandeurs d'emploi à trouver du travail et à remédier à l'inadéquation des compétences jouent un rôle important dans la réduction du chômage et du sous-emploi. L'aide à l'emploi consiste notamment en des informations sur les emplois disponibles, des services de placement ainsi qu'en des possibilités d'éducation et de formation.

54. Si ces services sont pratique courante depuis de nombreuses années dans la plupart des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, plusieurs pays de la région Asie-Pacifique ont aussi mis en place des services analogues, souvent avec des résultats positifs. Par exemple entre 2000 et 2010, 25 unités de promotion de l'emploi ont été créées dans des villes d'un bout à l'autre de la Mongolie⁶¹. En République de Corée, les services gouvernementaux ont créé un système de guichet unique, composé de 96 centres où travaillent environ 4 000 employés chargés de fournir de l'information et de l'aide au public, et notamment des services relatifs aux

⁵⁸ Jyoti Bahl, « Status of women entrepreneurship in rural India », *Asian Journal of Multidimensional Research*, vol. 1, No. 2 (juillet 2012).

⁵⁹ Ibid.

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Shyamal Majumdar, éd., *Emerging challenges and trends in TVET in the Asia-Pacific region* (Rotterdam, Sense Publishers, 2011).

possibilités d'enseignement supérieur, à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels, ainsi qu'à l'orientation professionnelle⁶².

55. Le Gouvernement indonésien a également pris des mesures énergiques pour élargir l'accès aux services d'aide à l'emploi, le nombre des bureaux publics pour l'emploi s'élevant à 441 dans tout le pays en 2010. Il accorde par ailleurs des autorisations spéciales à certaines agences d'emploi privées (appelées Lembaga Penempatan Tenaga Kerja Swasta) pour faciliter le placement des demandeurs d'emploi, grâce à un réseau de 97 agences agréées sur tout le territoire indonésien⁶³. Le Japon a une longue tradition en matière de politiques actives du marché du travail. Le régime d'assurance chômage remonte à 1947 et repose sur deux méthodes pour réduire le chômage, axées sur les employeurs plutôt que sur les employés. Ce régime octroie des subventions aux employeurs qui maintiennent à leur poste leurs employés en période de crise économique ainsi qu'à ceux qui assurent la valorisation des compétences et la formation de leur personnel. À partir de 2000, le Gouvernement japonais a mis en place des politiques du marché du travail spécifiquement axées sur les jeunes pour remédier à l'inadéquation des compétences au moyen de formations professionnelles publiques et de services de recherche d'emploi, notamment dans le cadre de salons de l'emploi⁶⁴. Le cas du Japon souligne l'importance d'associer toutes les parties prenantes aux politiques ciblées, notamment employeurs, employés, jeunes et autres membres vulnérables de la société.

56. Le Gouvernement vietnamien a également mené une action concertée pour mettre en place des politiques actives du marché du travail axées sur les jeunes, telles que le programme Services de l'emploi pour les jeunes, qui a pour objet la création d'emplois pour les jeunes à l'aide de consultations et de formations professionnelles. Un des enseignements utiles tirés de ce programme est l'importance revêtue par la participation du secteur des entreprises et des organisations sociales. En la matière, la coopération avec le syndicat des jeunes vietnamiens a joué un rôle particulièrement important pour améliorer l'efficacité des programmes du pays qui sont axés sur les jeunes⁶⁵.

57. Pour tirer le meilleur parti des avantages potentiels de l'entrepreneuriat, il faut avoir officiellement accès aux capitaux et aux institutions financières. Dans la région, le microfinancement se présente de plus en plus comme une solution pour surmonter les obstacles à l'entrepreneuriat des jeunes. Plusieurs organisations ont été créées en vue d'offrir des possibilités de microfinancement aux jeunes, dont le Centre d'innovation en microfinancement pour les ressources et les solutions de rechange (MICRA). Ce centre propose des services d'information à un large

⁶² République de Corée, Ministère de l'emploi et du travail, Korea Employment Information Service, *Development and Evaluation of the Public Employment Service in South Korea* (Séoul, 2012).

⁶³ Organisation internationale du Travail, *Indonesia: Labour market information systems and services*, (Jakarta, 2014). Disponible à l'adresse www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---ilo-jakarta/documents/publication/wcms_318224.pdf.

⁶⁴ Yasuhiro Kamimura et Naoko Soma, « Active labour market policies in Japan: a shift away from the company-centred model? », *Journal of Asian Public Policy*, vol. 6, No. 1 (février 2013).

⁶⁵ Ruud Dorenbos, Deon Tanzer et Ilse Vossen, « Active labour market policies for youth employment in Asia and the Pacific: traditional approaches and innovative programmes », document de travail établi à l'occasion de la réunion régionale tripartite OIT/Japon sur l'emploi des jeunes en Asie et dans le Pacifique (Bangkok, Organisation internationale du Travail, 2002).

public, notamment aux jeunes, et effectue des recherches sur le développement du microfinancement en Indonésie⁶⁶.

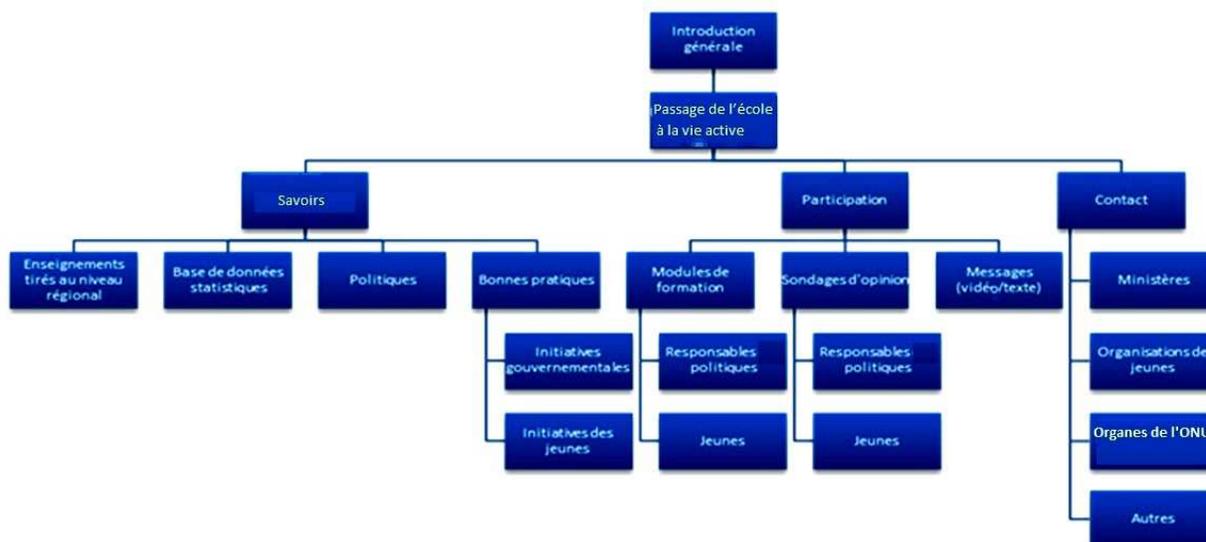
C. Boîte à outils pour les jeunes

58. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) élabore à présent une Boîte à outils pour les jeunes afin d'améliorer les échanges d'informations, la communication et la collaboration entre les responsables politiques et les jeunes. Mettant à profit les technologies de l'information et de la communication actuelles ainsi que l'expérience de la Commission dans la création de plates-formes telles que la Boîte à outils de protection sociale, la Boîte à outils pour les jeunes servira de base de connaissances, de données d'expérience et de bonnes pratiques, dans le but de mettre à la disposition des responsables politiques une source d'informations complètes pour l'élaboration de politiques de la jeunesse inclusives et réactives selon un processus qui optimise la participation des organisations de jeunes. Elle pourra également recourir aux médias sociaux pour solliciter la participation de diverses catégories de parties intéressées, multipliant et diversifiant ainsi les savoirs et les points de vue. La Boîte à outils pour les jeunes se veut par ailleurs interactive avec, par exemple, ses modules de formation, ses sondages d'opinion et sa diffusion de messages. Chacun de ces niveaux sera spécialement adapté aux besoins des responsables politiques et des jeunes, afin de mettre à la disposition de ces deux groupes le contenu qui présente à leurs yeux un intérêt (figure 9).

59. Grâce à ces moyens, il faut espérer que les savoirs seront renforcés et que l'acquisition de connaissances et le partage des données d'expérience se feront. La Boîte à outils pour les jeunes mettra également à disposition une base de données des contacts de l'ensemble des organes et agences du système des Nations Unies, des ministères et des organisations de jeunes, offrant ainsi aux utilisateurs la possibilité de trouver plus d'informations de manière pratique et d'accroître leur participation.

⁶⁶ Ibid.

Figure 9
Projet d'organisation de la Boîte à outils pour les jeunes



V. Conclusions

60. Dans une région aussi diversifiée que la région Asie-Pacifique, il n'existe pas de solution unique quel que soit le problème, et tel est assurément le cas en ce qui concerne le passage des jeunes de l'école à la vie active. La dynamique démographique actuelle et future a une incidence considérable à la fois sur les jeunes et sur la société dans laquelle ils vivent. Les tendances démographiques indiquent qu'au cours des prochaines décennies, la plupart des pays de la région ne se caractériseront plus par aucune explosion démographique de la jeunesse, avec la poursuite de la chute des taux de fécondité et l'augmentation de l'espérance de vie. Quelles que soient les données démographiques, les jeunes jouent un rôle important dans la société, et le dividende démographique ne peut être réalisé que s'ils participent activement à la production. Dans nos sociétés qui vieillissent rapidement, la contribution des jeunes à l'économie est et sera de plus en plus déterminante pour le maintien ou les progrès du développement.

61. Les principales difficultés auxquelles se heurtent les jeunes de la région sont liées au fonctionnement des marchés du travail et des systèmes éducatifs. Les dysfonctionnements du marché de l'emploi, l'asymétrie de l'information, l'inadéquation des compétences, l'emploi informel et le manque d'opportunités en matière d'entrepreneuriat constituent autant d'obstacles qui empêchent les jeunes de prendre des décisions informées au sujet de leur avenir. Parallèlement, sans une telle information, les responsables politiques ne sont pas en mesure d'analyser les besoins de leur population et partant de concevoir des politiques et programmes efficaces. Le manque d'éducation de grande qualité et pertinente se traduit également par un nombre insuffisant de possibilités d'acquérir les compétences recherchées et les savoirs nécessaires à l'occupation d'un emploi lucratif. Ces problèmes auxquels s'ajoute le fait que trop peu d'emplois décents ont été créés malgré une croissance économique

impressionnante engendrent une pénurie d'emplois décents dans de nombreux pays, ce qui ne laisse pas d'autre choix aux jeunes que de travailler dans le secteur informel. Quant aux difficultés d'accès aux services financiers, notamment au crédit, elles représentent également un obstacle pour les jeunes entrepreneurs.

62. Beaucoup de jeunes qui n'ont pas opéré sans heurts le passage de l'école à la vie active finissent par se décourager et par ne plus avoir les moyens de subvenir à leurs besoins et de vivre dignement, ce qui peut avoir de graves répercussions sur les sociétés où ils vivent. Un grand nombre de jeunes découragés qui ne disposent pas d'un emploi, d'une éducation ou d'une formation répondant à leurs besoins peut accroître les niveaux de criminalité et même dans certains cas, d'instabilité sociale⁶⁷. En investissant dans les jeunes et en s'attachant davantage à une éducation adaptée et de qualité ainsi qu'à la transition vers un emploi décent, tous les acteurs concernés peuvent façonner des lendemains meilleurs pour tous. Les jeunes doivent être une partie intégrante et active de l'avenir.

VI. Questions à examiner par le Comité

63. Le Comité du développement social est invité à formuler des recommandations sur les activités que pourrait mener le secrétariat pour traiter des difficultés rencontrées par les jeunes au moment du passage de l'école à la vie active, en particulier concernant ce qui suit:

a) Mettre en commun des bonnes pratiques sur les approches nouvelles et innovantes visant à faciliter le passage des jeunes de l'école à la vie active;

b) Déterminer les priorités régionales et les domaines nécessitant un appui en matière de politiques, les besoins relatifs aux activités de recherche et au renforcement des capacités, ainsi que les possibilités de coopération multipartite et Sud-Sud propices à l'amélioration des perspectives d'éducation et d'emploi pour les jeunes en Asie et dans le Pacifique;

c) Définir l'orientation programmatique générale des activités du secrétariat dans le domaine de la jeunesse, compte tenu des mandats du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des mesures à prendre pour atteindre les objectifs de développement durable, en particulier les objectifs 4 et 8, ainsi que fournir des orientations sur la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà, du Plan d'action du système des Nations Unies pour la jeunesse et autre cadres pertinents;

d) Examiner la Boîte à outils pour les jeunes, en vue de renforcer la base d'éléments probants et les capacités nationales pour l'élaboration de politiques de la jeunesse inclusives et adaptées.

⁶⁷ David E. Bloom, « Youth in the balance », *Finance and Development*, vol. 49, No. 1 (mars 2012), p.7-11.